

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE

L'an deux mille vingt et un, le 12 juillet à 18 heures 45, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'Espace Cœur de Ville de Saint-Dizier, sous la présidence de Monsieur Quentin BRIERE, en suite de la convocation faite le 6 juillet

Présents :

- M. BRIERE, Président
- M. GOUVERNEUR, M. SIMON, M. MARIN, M. MERCIER, M. NOVAC, M. KAHLAL, M. BAYER, M. KREZEL,
- Mme ABA, Mme AUBRY, M. BANCELIN, M. BASTIEN, M. BAUDOT, M. HOCQUET suppléant de Mme BELLIER, M. BERIGAUD suppléant de M. BONNEAUD, M. BONNEMAINS, M. BOSSAN, M. BOUZON, M. BROSSIER, M. CHARPENTIER, Mme CHEVAILLIER, Mme CHEVILLON, Mme CLAUSSE, M. CLEMENT, M. COLIN D., M. COLIN P., Mme COLLET, M. CORNUT-GENTILLE, M. DELMOTTE, Mme DELORME, M. DELVAUX, M. DESCHARMES, Mme DONATO, Mme DUHALDE, M. EYCHENNE, Mme FORTUNE, M. GAILLARD E., Mme GALICHER, M. GAUCHERON, M. GOUGET, M. GUILLEMIN, M. HURSON, M. KARATAY, Mme KREBS, M. LADEIRA, Mme LANDREA, M. LANDRY, M. LASSON, Mme LE MOGUEN, M. LESAGE, M. MAITREHENRY, M. MARCHANDET, Mme MARCYAN, Mme HOUZE suppléante de M. MENAUCOURT, M. MOITE, M. MONCHANIN, M. OUALI, M. PEREZ, M. PREVOT, M. REMENANT, Mme MAILLAT suppléante de M. RICHARD, Mme ROBERT-DEHAULT, Mme SAGET-THYES, Mme SALEUR, M. VAGLIO, M. VALTON, Mme VERDUN, Mme ZUCCALI

Excusés : Mme BELLIER, Mme BINET, Mme BLANC, M. BONNEAUD, Mme BONTEMPS, Mme BOYER-CASTELO, M. CARON, M. DAOUZE, M. DAVAL, Mme DE CHANLAIRE, M. DREHER, M. FEUILLET, Mme GAILLARD D., M. GARNIER, Mme GEREVIC, Mme GUINOISEAU, M. HUVER, M. JEANSON, M. KIHM, M. LAURENT, M. LECLERE, M. MENAUCOURT, M. MILLOT, M. OLIVIER, M. OZCAN, Mme PEYRONNEAU, M. RAIMBAULT, M. RICHARD, M. RONDELET, M. ROUSSEL, Mme THIEBLEMONT, M. TURCATO

Ont donné procuration :

M. DAVAL à M. KARATAY
M. DREHER à Mme CHEVILLON
M. FEUILLET à Mme KREBS
Mme GEREVIC à M. BASTIEN
Mme GUINOISEAU à M. KAHLAL
M. RAIMBAULT à Mme ROBERT-DEHAULT

M. LAURENT à Mme DUHALDE
M. OLIVIER à Mme LE MOGUEN
M. OZCAN à M. VAGLIO
Mme PEYRONNEAU à M. LESAGE
Mme THIEBLEMONT à Mme ABA

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N°102-07-2021

RESEAU DES MEDIATHEQUES DE SAINT-DIZIER, WASSY, CHEVILLON, MONTIER-ENDER ET SOMMEVOIRE – ADOPTION D'UN NOUVEAU REGLEMENT INTERIEUR

Rapporteur : M. MERCIER

La mise en réseau des médiathèques de Saint-Dizier, Wassy, Chevillon, Montier-en-Der et Sommevoire implique un mode de fonctionnement uniformisé notamment pour tout ce qui concerne les relations avec les usagers.

Le nouveau règlement qu'il est proposé d'adopter fixe les droits et devoirs des usagers, permettra d'harmoniser les pratiques et le fonctionnement à l'échelle du réseau élargi des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise.

De plus, les impressions / photocopies effectuées sur certains sites faisaient l'objet d'une facturation, alors qu'elles étaient gratuites sur d'autres (dans la limite de 5 photocopies par semaine). Il est également proposé d'harmoniser le fonctionnement sur ce point.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'adopter le nouveau règlement intérieur des médiathèques du réseau, joint en annexe.

- d'instaurer la gratuité des impressions dans la limite de 5 copies en noir et blanc par semaine, pour l'ensemble des médiathèques du réseau de la Communauté d'Agglomération.

Le Conseil communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'**UNANIMITE**.

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation
Christophe LANDRIN
Directeur Général des Services

Anciens articles :

Article 4 : L'accès aux bâtiments ou à certaines prestations (écoute ou visionnage de documents par exemple) peut être limité temporairement, en cas de saturation, pour des raisons de sécurité ou de confort des usagers, ou encore pour préserver la qualité des prestations offertes.

L'accès à certains services sur place (consultation multimédia, consultation de la musique sur des bornes...) peut être assorti de conditions et se faire sur réservation.

Article 6 : Le public s'engage à appliquer les règles suivantes :

Ne pas introduire ni consommer d'alcool ou de produit illicite à l'intérieur des médiathèques

Ne pas se déplacer en rollers, planche, trottinette ou bicyclette

Ne pas entrer avec des animaux, même tenus en laisse ou dans des sacs, sauf en accompagnement des personnes en situation de handicap.

Ne pas laisser les enfants de moins de 11 ans prendre seuls l'ascenseur.

Respecter le matériel, les locaux et la disposition du mobilier

Respecter les règles de bonne tenue vestimentaire et d'hygiène de façon à ne pas gêner les autres publics

Respecter les consignes de sécurité et ne pas porter atteinte au système de sécurité

Toute infraction aux règles précitées fera l'objet de sanctions mentionnées à l'article 22.

Article 8 : Pour s'inscrire, l'emprunteur doit justifier de son identité et de son domicile. L'inscrit reçoit alors une carte d'abonné, qui doit être présentée au moment de l'emprunt de documents, de la réservation ou du renouvellement d'un prêt. Cette carte permettra également d'accéder aux services à distance personnalisés proposés sur le catalogue en ligne. L'abonnement est valable un an à compter de la date d'inscription. Tout changement de domicile et de coordonnées téléphoniques doit être signalé.

Article 9 : L'inscription des jeunes de moins de 15 ans nécessite une autorisation écrite des parents ou du tuteur légal, qui s'engagent alors à rembourser les documents perdus ou détériorés.

Article 11 : Les documents audiovisuels faisant l'objet d'une interdiction légale liée à l'âge, ne peuvent être empruntés ou consultés que par des usagers ayant atteint cet âge légal.

Concernant les autres supports (livres, revues, disques, textes lus), en l'absence de disposition légale, le personnel n'est pas responsable du choix des documents empruntés par les enfants mineurs. Il appartient aux parents ou représentants légaux de surveiller et le cas échéant de limiter ce choix.

Article 13 : Les documents audiovisuels (CD et DVD) sont exclusivement prêtés pour un usage individuel, limité au cercle de famille.

Les médiathèques n'ayant pas acquis les droits afférents, la diffusion publique de ces documents est strictement interdite.

La copie relève de la législation sur le droit de reproduction (Article L 122-5 du Code de la propriété Intellectuelle), la communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise décline toute responsabilité en cas d'infraction à ces règles.

Il est par ailleurs strictement interdit de copier sur place les collections audiovisuelles des médiathèques.

Article 14 : L'abonné est responsable de tous les documents enregistrés sur sa carte. En cas de perte ou de détérioration d'un document, il devra procéder au remboursement du document.

Le tarif du remboursement est fixé par délibération du Conseil de Communauté.

Article 15 : Le vol ou la perte de la carte d'abonné doivent être signalés dans les plus brefs délais. Une nouvelle carte sera délivrée pour une nouvelle durée d'un an. Une participation sera demandée à l'abonné pour la création de cette nouvelle carte selon le tarif fixé par le Conseil de Communauté.

Article 17 : Les établissements publics ou privés (écoles, associations, comités d'entreprise, centres de soins, etc.) peuvent souscrire une inscription « Collectivités ». Cette inscription permet à l'établissement d'emprunter des documents en nombre pour en faire bénéficier ses propres membres.

L'établissement doit désigner la (ou les) personne(s) habilitée(s) à souscrire cet abonnement et est chargée(s) ensuite d'assurer le suivi des documents empruntés. L'inscription « Collectivités » répond aux mêmes engagements qu'à l'inscription individuelle quant à l'utilisation, au retour, au vol, à la perte, à la dégradation des documents empruntés (*cf. articles 12, 13, 14 et 15*). Le nombre de documents empruntables et le délai de prêt sont fixés par convention avec chaque « collectivités » par les établissements du réseau en fonction de la disponibilité de leurs collections.

Article 19 : Il est possible pour les usagers qui le souhaitent de réaliser des photocopies ou d'imprimer des documents à partir des outils numériques mis à leur disposition.

Les usagers sont tenus de réserver à un usage strictement privé la reprographie des documents (article 122-5 du Code de la propriété intellectuelle). La communauté d'agglomération de Saint-Dizier Der et Blaise ne peut être tenue pour responsable d'un usage contrevenant à la législation en vigueur.

Une participation est perçue par photocopie ou par impression, selon le tarif fixé par délibération du Conseil Communautaire.

Articles modifiés :

Article 5 : L'accès aux bâtiments ou à certaines prestations (animations, écoute ou visionnage de documents, ...) peut être limité temporairement, en cas de saturation, pour des raisons de sécurité ou de confort des usagers, ou encore pour préserver la qualité des prestations offertes.

L'accès à certains services sur place (ressources numériques, consultation de la musique sur des bornes...) peut être assorti de conditions et se faire sur réservation.

Article 7 : Le public s'engage à appliquer les règles suivantes :

Ne pas introduire ni consommer d'alcool ou de produit illicite à l'intérieur des médiathèques

Ne pas fumer ou vapoter

Ne pas se déplacer en rollers, planche, trottinette ou bicyclette

Ne pas entrer avec des animaux, même tenus en laisse ou dans des sacs, sauf en accompagnement des personnes empêchées.

Ne pas laisser les enfants de moins de 11 ans prendre seuls l'ascenseur ou le monte-escalier.

Ne pas gêner les autres visiteurs et le personnel par toute manifestation exagérément bruyante, notamment par l'utilisation des téléphones portables, qui doivent être mis sur vibreur dès l'entrée de la bibliothèque.

Ne pas mendier dans l'enceinte de la bibliothèque

Ne pas se livrer à tout commerce, publicité, propagande ou prosélytisme, de procéder à des enquêtes ou sondages

Ni distribuer des tracts (y compris politique), pétitions, prospectus écrits, imprimés ou objets

Respecter le matériel, les locaux et la disposition du mobilier

Respecter les règles de bonne tenue vestimentaire et d'hygiène de façon à ne pas gêner les autres publics

Respecter les consignes de sécurité et ne pas porter atteinte au système de sécurité

Respecter les consignes sanitaires en vigueur

Avoir un comportement approprié envers les agents

Toute infraction aux règles précitées fera l'objet de sanctions mentionnées à l'article 22.

Article 9 : Pour s'inscrire :

- un mineur ou adulte sous tutelle doit présenter une fiche d'autorisation complétée et signée par son responsable légal. Ce dernier doit justifier son identité. De fait le responsable s'engage à remplacer ou rembourser les documents perdus ou détériorés.
- Un emprunteur adulte doit justifier son identité lors de la première inscription.

Article 10 : L'inscrit dispose d'une carte d'abonné, qui doit être présentée au moment de l'emprunt de documents, de la réservation ou du renouvellement d'un prêt. Cette carte permettra également d'accéder aux services à distance personnalisés proposés sur le catalogue en ligne. L'abonnement est valable un an à compter de la date d'inscription. Tout changement de coordonnées doit être signalé.

Article 12 : Les documents audiovisuels (CD, DVD et jeux vidéo) faisant l'objet d'une interdiction légale liée à l'âge, ne peuvent être empruntés ou consultés que par des usagers ayant atteint cet âge légal.

Concernant les autres supports (livres, revues, audios, textes lus et liseuses), en l'absence de disposition légale, le personnel n'est pas responsable du choix des documents empruntés par les enfants mineurs. Il appartient aux représentants légaux de surveiller et le cas échéant de limiter ce choix.

Article 14 : Les documents audiovisuels (CD,DVD, jeux vidéo) sont exclusivement prêtés pour un usage individuel, limité au cercle de famille.
Les médiathèques n'ayant pas acquis les droits afférents, la diffusion publique de ces documents est strictement interdite.

Article 15 : L'abonné est responsable de tous les documents enregistrés sur sa carte. En cas de perte ou de détérioration d'un document, il devra procéder au remboursement ou de détérioration d'un document, il devra procéder au remboursement du document au prix d'achat (pour tous les types de document) ou à son remplacement (exceptés les DVD).

Article 16 : Le vol ou la perte de la carte d'abonné doivent être signalés dans les plus brefs délais. Une seule nouvelle carte sera délivrée gracieusement, une participation sera demandée à l'abonné pour la création d'une autre carte dans le courant de la même année d'abonnement selon le tarif fixé par le Conseil de Communauté.

Article 18 : Les établissements publics ou privés (écoles, associations, comités d'entreprise, centres de soins, etc.) ainsi que les assistants maternels peuvent souscrire une inscription «Collectivités». Cette inscription permet d'emprunter des documents en nombre pour en faire bénéficier ses propres membres.